

Ségur (Daniel Bensaïd)

Constructeurs de tous les pays...

Le CEI n'avait pas prévu de mettre en tant que telle à l'ordre du jour de ce congrès mondial, une résolution sur la construction de l'Internationale. Pour l'essentiel la démarche votée au précédent congrès reste en effet valable. Il ne fait guère de doute que les grands bouleversements auxquels nous assistons dans le monde auront des conséquences en la matière. Mais il convient de ne pas se précipiter avant d'en tirer des conclusions générales.

La situation est donc la suivante.

Du côté de la majorité, plusieurs textes font références à la question de la construction :

- le texte, dit sur le fonctionnement, qui comporte en réalité une partie rappelant la problématique du dernier congrès, une brève partie de bilan et des mesures de fonctionnement ;
- les deux dernières parties du projet de « manifeste » ;
- tout cela doit enfin être résumé sous forme de conclusion pour la résolution mondiale.

Les camarades MMHC pour leur part présentent sous le titre de résolution sur « la construction de l'Internationale » un document insolite, qui ne dit pratiquement rien de la construction, mais qui fait, en dix points d'une page et demie chacun, le tour de la planète, de l'Afrique du Sud à la Palestine, du Pérou au Nicaragua, en passant par les comités Juquin. Ils n'ont fait en réalité que reprendre à leur compte et corriger légèrement un projet d'Alan Benjamin (Socialist Action) passé après avoir commis ce menu pétard à retardement... chez les lambertistes.

Si l'on veut prendre les camarades au sérieux, il faut donc déduire de leur texte que le problème de construction de la IV se réduit pour l'essentiel à un problème de programme ; la difficulté tiendrait aux écarts majoritaires par rapport à l'orthodoxie trotskiste ; leur propre fidélité à la dite orthodoxie garantirait une croissance impétueuse (à la mesure supposons-nous des avancées de la révolution politique), que pourtant ni le développement de Socialist Action, ni celui de nos camarades britanniques, quels que soient leurs mérites, ne vient vérifier.

Si question programmatique il y a, elle se pose autrement.

1) Le dernier congrès mondial : un tournant

La résolution sur la construction de l'Internationale occupait en réalité la place centrale dans le dernier congrès mondial. En quoi consistait-elle ? Elle s'efforçait de répondre à trois problèmes :

1. Une réaffirmation programmatique

Nous considérons précisément, que certains points programmatiques fondamentaux de l'existence et de la naissance de l'Internationale étaient remis en question notamment par les camarades du SWP des États-Unis et du SWP australien, qu'il s'agisse de la théorie de la révolution permanente (à propos du Nicaragua et du sens donné à la notion de gouvernement ouvrier et paysan) ou de la révolution politique (à propos de Solidarnosc et du mouvement antibureaucratique polonais). Une bonne partie de la résolution et du rapport oral qui l'a présenté au congrès (dont la version écrite est à la disposition des camarades) s'employait donc à réfuter les positions des camarades, à argumenter sur l'actualité de notre programme.

Le problème, disions-nous, était ailleurs. L'idée de la révolution permanente gagnait du terrain (pas irréversiblement) sous l'influence notamment de la révolution cubaine ou nicaraguayenne. Mais la théorie ne nous permettait pas de répondre du même coup à la stratégie politico-militaire de prise du pouvoir entre révolutionnaires attachés à un même projet de révolution socialiste et non à une étape démocratique bourgeoise. Rappelons qu'à l'époque nous menions plus énergiquement la polémique contre ces révisions programmatiques que les camarades fascinés par l'héritage et la tradition du SWP des États-Unis.

2. Cette discussion programmatique débouchait sur une discussion générale sur la place et le rôle de la IV^e Internationale. Trois positions fondamentales s'exprimaient.

● Pour les camarades du SWP américain, la voie de la construction passait par la fusion de notre courant avec le « courant castriste ». À quoi nous répondions que cette question n'était même pas posée. Parce que le courant castriste n'était pas un courant quelque peu homogène ; parce qu'il n'avait pas le projet de se construire comme courant international, encore moins comme Internationale ; parce que nous gardions avec lui du point de vue de la politique internationale des divergences essentielles, dont la critique du stalinisme et de la bureaucratie, la question de la révolution politique... Une paille !

● Pour les camarades de la Tuqi (minorité française de l'époque), la proposition restait celle de l'unité du mouvement trotskiste. À quoi nous répondions que, par-delà les références aux mêmes classiques, nous n'en avions ni la même lecture ni la même interprétation pratique. Nous avons souvent autant et plus de divergences avec les organisations dites trots-

kistes qu'avec d'autres courants révolutionnaires. Cette politique internationale ne correspondait pas, comme ligne générale, à la construction des sections et à leurs choix. Il fallait tirer le bilan de la tentative encore brûlante de 1979...

● Nous insistions donc sur le fait que la crise du stalinisme et l'apparition de plusieurs expériences révolutionnaires, à influence au moins régionale, donnaient lieu, à défaut d'un grand événement ou d'une grande expérience fondatrice, à un processus différencié et lent de recomposition ; qu'il nous faudrait être capable de prendre une part active dans des phénomènes partiels, nationaux et régionaux de regroupement, sans correspondant immédiat au niveau international. Que ce processus inégal multiplierait les situations particulières et les contradictions possibles entre développement de partis révolutionnaires nationaux et construction de l'Internationale. Qu'il nous fallait assimiler toute la richesse tactique de l'expérience de Trotski dans les années trente pour y faire face. Mais, plus que toute recette, notre capacité à allier souplesse organisationnelle et fermeté politique, à ne pas nous fracasser dans la première tentative venue, dépendrait de la solidité et de la clarté de nos références programmatiques communes. D'où le lien avec la première partie de la résolution.

3. Centraliser : quoi et comment ?

La troisième partie de la résolution traitait principalement la question de la centralisation et du fonctionnement de l'Internationale. La plupart des camarades en ont gardé comme souvenir une formule sur « l'Internationale des sections » et une polémique sur la taille et les tâches du Bureau du Secrétariat unifié (SU). Difficile d'en tirer aujourd'hui un bilan puisque ce qui s'est réellement fait est en deçà de la

proposition la plus modeste dans ce débat. Plus substantiellement, l'arbre risque de cacher la forêt.

a) En réalité, la résolution majoritaire ne prétendait pas avancer une conception plus fédérative ou décentralisatrice de l'Internationale, mais posait plus précisément le problème de la centralisation optimale adaptée à la réalité et l'étape concrète de construction de l'Internationale. Ainsi, polémiquait-elle contre la conception effectivement fédéraliste traditionnelle des camarades du SWP américain, qui prenaient nationalement position sur toutes les grandes questions et venaient dans les instances internationales au mieux pour y négocier un compromis, alors que nous nous sommes toujours efforcés, autant que possible, d'attendre, sur les grands événements internationaux, que le SU ou le CEI prennent position, quitte à exprimer ensuite notre accord ou nos réserves en tant que section. Cette démarche découle de la conviction qu'une position adoptée par les instances de l'Inter a plus de chances de rendre compte de la signification globale, éventuellement contradictoire, d'un événement international. Exemple : la chute du Mur vue à la fois d'Allemagne, d'Europe occidentale, d'Europe orientale, d'Amérique latine, du Japon... plutôt que de Paris seulement.

b) La formule même d'Internationale des sections ne faisait que rappeler la réalité statutaire et le fonctionnement de l'Internationale définis par les statuts de 1963. L'Inter n'est pas une section en plus gros. Il n'y a pas d'affiliation individuelle à l'Internationale, mais par le biais des sections nationales qui sont souveraines sur la définition de leur orientation nationale, l'élection de leurs directions, etc. Conception qui renvoie à une différence de

fonction. L'Internationale définit l'orientation et la compréhension commune des grands événements internationaux. Mais les sections sont les organisations qui luttent pour la conquête du pouvoir dans les États nationaux existants. Il faut qu'il y ait un rapport de responsabilité contrôlable entre ceux qui votent des décisions et ceux qui les appliquent.

c) Le problème relativement nouveau auquel la résolution essayait d'apporter des éléments de réponse était celui de l'étape de construction de l'Internationale. Plus celle d'un ensemble de groupes propagandistes, mais un mélange de groupes de propagande naissants et de petits partis influents et insérés dans leur réalité nationale. Pour ces organisations, une Internationale qui prend position par textes ou communiqués sur les grands événements, reste nécessaire, mais pas suffisante si elle n'a aucune incidence sur l'intervention et la pratique concrète de la section même. Le type de cadres n'est pas tout à fait le même. D'où le souci de ne pas déraciner les cadres nationaux de leurs sections et de nous efforcer d'atteindre le meilleur enrichissement réciproque entre l'Internationale et l'expérience des sections :

● d'où l'accent sur la régularité des réunions de SU et du CEI permettant d'associer à la vie et à l'élaboration de l'Inter des cadres insérés dans leurs directions nationales ;

● d'où le rôle donné aux réunions régionales de bureaux politiques (latinos, européens, pays arabes), comme cadre d'échange et de libre discussion sur l'orientation et la construction des sections ;

● d'où l'importance accordée à l'école bisannuelle d'Amsterdam (ouverte fin 1983) comme cadre de formation, d'échange d'expériences, et moyen d'élargissement d'un réseau de cadres

internationaux ayant une connaissance de la réalité et des problèmes de l'Internationale.

II) Une réalité confirmée et amplifiée

Revenons sur le second aspect de la résolution de 1985. L'analyse de la résolution majoritaire s'est trouvée confirmée et amplifiée au-delà des prévisions. Le courant castriste est encore moins un interlocuteur cohérent pour un projet de construction. Plus personne ne présente l'unité du mouvement trotskiste comme une perspective centrale motrice. En revanche, l'impact des événements d'Europe orientale, amplifie encore les tendances centrifuges dans le mouvement ouvrier international, les différenciations régionales et nationales, et aboutit à des formes partielles de recomposition extrêmement variées. Plus que jamais, il faudrait être capable de s'y engager tout en y investissant une claire conscience de notre apport spécifique et de sa nécessité.

Examinons rapidement les principaux pôles de développement :

1. En Amérique latine

● Nos camarades sont bien implantés au Brésil. Ils occupent une place reconnue dans le Parti des travailleurs (PT) (la deuxième tendance après les « lulistes » au dernier congrès), un quasi-doublement des militants depuis le dernier congrès mondial, un député fédéral, trois membres à l'exécutif du PT.

● Les camarades colombiens sont entrés dans « A Luchar » (en tant que courant maintenant son affiliation internationale). « A Luchar » est un front politique urbain où agissent d'autres courants. Le problème fondamental face à ces courants, d'autant plus qu'« A Luchar » dans le nouveau contexte post-électoral est entré en crise, c'est de savoir non si nous sommes pour la révolution permanente ou pour la démocra-

tie socialiste (à ce niveau de généralité nos partenaires sont généralement pour), mais quel projet politico-stratégique nous défendons avec ou face à des courants qui eux ont un projet (politico-militaire) et une pratique qui en découle.

● Les camarades du PST uruguayen sont une section indépendante, de taille modeste mais forte d'une continuité qui a traversé toute l'époque de la dictature. Le PST est finalement entré dans le Frente Amplio (front électoral majoritaire à Montevideo) après que la Démocratie chrétienne s'en soit retirée. À un autre niveau, ils sont engagés, principalement avec le MLN (Tupas) dans le Mouvement de participation populaire, sorte de front révolutionnaire sous hégémonie Tupa.

● Au Mexique, le PRT s'est développé comme organisation indépendante, à travers ses campagnes électorales et son action de masse. La perte de la légalité électorale l'a confronté à de nouveaux problèmes de croissance et d'équilibre entre son développement urbain et son développement rural.

● Au Pérou, après le désastre du début des années quatre-vingt où le sectarisme des organisations trotskistes, y compris le nôtre, a sacqué la possibilité d'un Parti des travailleurs ou au moins d'un front de gauche sous hégémonie révolutionnaire, un groupe de camarades (dont Hugo Blanco aujourd'hui élu sénateur) sont entrés individuellement dans le Parti d'unité mariatéguiste (Pum), l'un des principaux partis de la gauche unie. Les rapports tant avec ces camarades qu'avec le Pum en tant que tel sont transparents.

● En Bolivie, un groupe de camarades revendique la continuité de la section qui a subi avec l'ensemble du mouvement ouvrier bolivien une grande défaite après 1985 et la dernière grande grève des mineurs.

● Nous avons enfin des groupes sympathisants modestes ou prometteurs dans quatre autres pays et une section malheureusement divisée en deux en Équateur.

Globalement : une grande faiblesse dans le cône Sud et deux locomotives (Mexique, Brésil) qui ne peuvent, pour des raisons différentes (une tendance dans le PT et une section mexicaine qui est en Amérique du Nord...), jouer un rôle d'entraînement comparable à celui du Mas argentin pour les morénistes. Toutefois, cette réalité constitue un courant reconnu et respecté dans la gauche latino. La conférence de juillet à Sao Paulo en est l'illustration en même temps qu'un bon exemple des effets régionaux de la situation mondiale : une conférence rassemblant des PC, populistes de gauche, classistes, castristes, gauche révolutionnaire indépendante (Pum, MLN), des trotskistes à qualités, et le PC cubain, peut discuter de tâches élémentaires communes (contre la dette, contre le plan Bush pour l'Amérique latine), mais aussi ouvertement de questions politiques de fond comme le bilan du « camp socialiste » ou la démocratie à Cuba.

2. En Europe occidentale

● La situation est plus familière, les organisations résistent, avec chacune ses problèmes, en Suède, Suisse, Portugal, Danemark, Hollande, Belgique, Luxembourg...

● En Grande-Bretagne nos forces sont divisées entre la section officielle et l'ISG (numériquement plus importante) toutes deux engagées dans le parti travailliste. Dernièrement l'ISG s'interroge sur l'avenir de son travail dans le Labour. La gauche travailliste a subi depuis la grève des mineurs une indiscutable défaite. La croissance de l'ISG est due à son travail et à un regroupement avec des petits groupes d'origine trots, mais non à une croissance orga-

nique en tant que courant du Labour. En revanche, le SWP anglais, organisation indépendante a joué un rôle de premier plan tant dans les mobilisations sur la *poll tax* que dans les mobilisations contre la guerre du Golfe.

● En Italie, les camarades sont entrés dans DP avec le droit reconnu de maintenir leur affiliation à l'Internationale en tant que section. Le problème, c'est le découragement et l'usure des cadres de DP même. De sorte que le risque apparaît aujourd'hui, en cas de scission possible dans le PC, de voir ce qui subsiste de DP « historique » s'y précipiter comme dans le dernier wagon du dernier train. Ce qui poserait de nouveaux problèmes de choix de construction dont les camarades ont commencé à discuter.

● Dans l'État espagnol, après près d'un an de discussion méthodique et sérieuse entre le MC et la LCR, les deux organisations étaient arrivées à la conclusion (1989) que l'unification était impossible, parce qu'il restait des divergences importantes, qu'aucun événement majeur ne permettait de les résoudre ou d'en vérifier la portée pratique, et surtout qu'il y avait une différence inconciliable sur la conception de l'organisation, de sa démocratie interne, du régime de parti.

Depuis, le processus unitaire a été relancé au Pays basque entre MK et LKI. Le MK accepte un parti pluraliste et démocratique et demande aux camarades de renoncer à l'appartenance à la IV pour ne mettre aucun obstacle au travail commun et l'approfondissement de la confiance dans l'organisation unifiée qui verrait le jour. L'organisation en tant que telle serait prête à maintenir des rapports fraternels avec l'Inter (assistance active aux réunions, participation à l'école, publications, et participation aux campagnes). Vu l'importance du Pays basque pour les deux organisa-

tions, une discussion analogue a commencé au niveau de l'État espagnol entre MC et LCR.

● En Allemagne la situation est carrément embrouillée. Les camarades de la section existent dans l'ex-RFA sous forme d'un courant *Inprecor* dans une organisation unifiée (VSP) avec un ancien groupe d'origine maoïste. Mais les camarades y sont divisés. La minorité de la section est majoritaire dans le VSP (en accord avec les partenaires), la majorité de la section est minoritaire dans le VSP. Les divergences sur l'analyse de la situation, l'unité allemande, etc., existent, mais sont très relatives. En revanche, il y a des désaccords plus profonds sur le projet de construction. La minorité met l'accent sur un engagement dans un processus de regroupement et recomposition concentrique de la gauche allemande. La majorité met plus l'accent sur la propre construction du courant *Inprecor*. Divergence qui a des incidences sur l'approche de la construction dans l'ex-RDA où nous avons gagné un petit groupe de camarades d'origines très variées (Gauche unie, PDS...). En France, vous connaissez...

Globalement, le panorama reflète les données et contradictions de la situation :

● affaiblissement (Grande-Bretagne) ou avortement (France) des courants de gauche dans les partis traditionnels (sauf peut-être en Grèce);

● démoralisation et décomposition des courants révolutionnaires et centristes des années soixante-dix (Italie, Danemark), sauf exceptions (MC, SWP);

● et pourtant situation mobile et ouverte sous les coups de marteaux des événements à l'Est.

Nous pouvons et devons nous efforcer de mener des campagnes européennes mais, au-delà des déclarations propagandistes, nous butons sur les cadres nationaux différenciés pour relayer ces initiatives. Plus concrètement, les

camarades de la minorité internationale insistent beaucoup sur la non-campagne des élections européenne. Le problème en l'occurrence est bien plus sérieux que l'existence ou non d'une affiche commune. Il réside dans l'incapacité de définir une démarche convergente quelque peu efficace entre les sections à partir de leurs situations respectives. Le but aurait dû être de viser une plate-forme européenne minimale simple en quatre ou cinq points (droit des immigrés, 35 heures, avortement, nationalités, désarmement) pour regrouper un arc allant des nationalistes révolutionnaires (Sinn Fein, HB, à des courants centristes de gauche, voire certaines ailes vertes, en passant par les organisations révolutionnaires et centristes traditionnelles). Les partenaires en question n'y étaient guère disposés. Mais nos forces n'ont guère été capables de peser de façon cohérente pour tenter de les fléchir.

3. En Europe de l'Est

Nous avons des contacts, ou embryons de groupes, en ex-RDA, Tchéco, URSS, Pologne, Hongrie. C'est mieux que rien. C'est un début. Mais ce n'est qu'un début, en deçà des espérances et fort modeste comparé à l'envergure de l'événement. Il faut travailler. Aider ces camarades sans se bluffer ni les bluffer, tester des projets de construction dans une situation de reconstitution mouvante du mouvement ouvrier.

4. Ailleurs...

Côté pertes, le départ du SWP américain n'a pas constitué une surprise. Soit. Mais cela risque de banaliser la chose et d'en faire perdre la portée symptomatique : pourquoi, malgré sa tradition, le SWP a-t-il pu rompre discrètement avec la IV, maintenant, sans en payer dans ses propres rangs un prix plus lourd?

Coté gains, les plus significatifs depuis le dernier congrès mondial sont le développement du PST algérien, la demande d'adhésion à l'Internationale d'une organisation ceylanaise significative provenant du *Militant* britannique, des contacts en Corée, un travail en Afrique du Sud...

Il ne serait pas sérieux de faire l'inventaire et l'état des lieux de nos forces en Afrique, Inde, dans les pays arabes, l'Amérique du Nord, l'Asie...

Ajoutons seulement une remarque. En dehors de l'Amérique latine, le centre de gravité de l'Internationale, tant dans son implantation que dans sa tradition, reste dans les pays capitalistes développés (États-Unis, Europe occidentale, Japon). Or l'état des sections dans lesdits pays a un rapport non mécanique mais réel avec la situation du mouvement ouvrier. Aux États-Unis, après le départ du SWP, nous nous retrouvons avec des camarades se réclamant de l'Internationale profondément divisée en trois morceaux. Au Japon, depuis plusieurs années, la section stagne et vit une division qui n'est pas sans rapport avec les défaites du mouvement ouvrier de la fin des années soixante-dix (voir cahier de Mutoh). En Europe enfin, la plupart des sections connaissent maintenant une stagnation ou une érosion depuis une dizaine d'années. De sorte que nous avons notre centre de gravité dans des pays où la lutte de classe n'est pas la plus dynamique, ce qui nous réduit pour l'essentiel à une position marginale d'observateurs plus que d'acteurs directs des grands bouleversements en cours en Europe de l'Est ou dans certaines zones du tiers-monde.

III) Que faire aujourd'hui ?

1. Pour l'heure, il est trop tôt pour dire sous quelle forme les événements de l'Est vont

déterminer la réorganisation du mouvement ouvrier à l'échelle internationale. Dans un premier temps, ils amplifient des tendances déjà perçues lors du dernier congrès mondial. C'est pourquoi le SU n'avait pas jugé utile de refaire une résolution d'ensemble sur la question. Il s'agit plutôt d'en approfondir les conclusions et d'en surmonter les difficultés déjà perceptibles.

Sur la centralisation politique, un nouvel effort est nécessaire. Nous sommes confrontés à des bouleversements qui sont par excellence des événements majeurs de la lutte de classe internationale, face auxquels sont susceptibles de se révéler les lignes de force fondamentales. Dans ces conditions, des prises de position de l'Internationale, prudentes et modestes, mais claires, quitte à être corrigées, sont nécessaires pour maintenir un cadre de définition et d'orientation collectif. Des campagnes peuvent et doivent être menées (dette, désarmement, guerre du Golfe), mais sachant que leur traction nationale est à géométrie variable, que nous devons faire mieux que ce que nous faisons, mais que le type de sections qui sont les nôtres ne se prête pas aux campagnes plaquées et proclamatoires de type lamberto.

2. Sur la construction des sections

C'est un thème d'agitation minoritaire, sur un problème plutôt simple.

a) Aussi longtemps que nous serons pour construire la IV^e Internationale il en découle que nous visons à terme à construire des sections partout quelle que soit leur forme (organisation indépendante, courant dans un parti de masse, tendance, etc.).

b) Immédiatement, le problème est pratique : cela signifie-t-il proclamer des sections pour nourrir le communiqué et piquer des drapeaux sur la carte. Un texte raisonnable du camarade Clarke précise clairement que non. C'est

mieux en le disant. Créer des officines dépositaires du label peut devenir en effet un obstacle à la construction de sections sérieuses et implantées. Ce n'est pas un problème quantitatif. Il peut y avoir des sections très petites qui ont fait leurs preuves de régularité et de sérieux en matière d'intervention et de construction. Mais pour un groupe sain qui veut se construire et construire l'Internationale, le premier problème qui devrait se poser n'est pas celui du statut et de la reconnaissance officielle, mais du dialogue avec l'Internationale et de l'aide effective qu'elle peut et doit apporter. La reconnaissance comme section devrait toujours sanctionner une première étape de construction.

c) Clarke insiste non sur un volontarisme abstrait proclamant la construction dans tous les pays, mais sur un problème d'orientation spécifique : la décision de construire ou non des sections dans des pays qui ont fait leur révolution sous la conduite d'une direction révolutionnaire, qui peut avoir été bureaucratiquement déformée dès l'origine ou avoir connu un processus de bureaucratisation (Vietnam, Nica, Cuba).

● Sur le Nicaragua, il existe une position dès le XI^e congrès mondial qui est que les membres organisés dans la IV^e Internationale doivent construire le Front sandiniste. Elle exprime la volonté de recruter et d'organiser des camarades dans la IV, sans préjuger de la forme, et le jugement que la construction du parti révolutionnaire se fait dans le cadre du Front sandiniste.

● Cuba : le problème paraît pratiquement simple. Si nous gagnons des camarades à nos positions, ou si nous en trouvons qui sont d'accord avec nous, il faut les aider à travailler, à définir un projet, les inviter si possible à des réunions, leur fournir nos publications, et dis-

cuter avec eux de la situation à Cuba en général, dans le PC cubain en particulier, avant de définir une position publique sur la question.

● Au Vietnam, la question est légitimement ouverte, le problème étant qu'entre les camarades convaincus du mot d'ordre de révolution politique et de la nécessité d'une section indépendante, et les camarades qui y étaient opposés lors du précédent débat, la discussion n'a pas avancé. Plutôt que de la régler par une formule sans débat au détour d'un texte du congrès, il serait donc plus sérieux et éducatif pour tout le monde de pouvoir vérifier sur quels faits et arguments les positions ont évolué ou non, et décider sur document, par exemple dans le CEI suivant le congrès mondial. Sachant qu'au Vietnam comme à Cuba la nécessité d'avancer des revendications sociales ou démocratiques (sur le pluripartisme, l'indépendance syndicale, les libertés de réunion, d'association, d'information) ne dépend pas de la révolution politique. Ces revendications figuraient dans la plate-forme de l'Opposition en URSS bien avant qu'elle n'appelle à la révolution politique.

IV) Un nouveau défi

Le problème de la participation active à des formes partielles de réorganisation du mouvement ouvrier se pose à un nombre croissant de sections, et sous les formes les plus variées. Ce n'est pas le problème de «la gauche de la gauche», mais une donnée structurelle de la situation.

Sur le papier la formule générale de la fermeté politique et de la souplesse organisationnelle, de la défense de l'identité programmatique combinée avec une audace mesurée dans les initiatives de construction, est raisonnable. En pratique, l'équilibre est difficile à trouver. Il se vérifie souvent que les opportunités natio-

nales immédiates pèsent plus fort que la construction d'une Internationale minoritaire et lointaine.

Quel est le risque ?

● D'un côté, dissolutions programmatique et organisationnelle animée de bonnes intentions ;

● en retour, une conclusion sectaire selon laquelle il vaut mieux maintenir coûte que coûte des sections sous forme d'organisations indépendantes, quitte à revenir au stade de groupes propagandistes marginaux.

D'ailleurs les camarades prompts à dénoncer l'entrée dans le Pum au Pérou ou dans «A Luchar» en Colombie se gardent bien de dire positivement ce qu'il faudrait faire et de tirer le bilan des autres tentatives de construction. À terme notre perspective est bien celle d'une Internationale de masse. En attendant, nous ne lâchons pas la proie pour l'ombre. Nous construisons la IV^e Internationale comme instrument nécessaire. Mais entre ce maintenant et le futur, il y a un processus, forcément inégal.

Les sollicitations pour participer à des formes de regroupement frontistes ou organiques vont se multiplier, en même temps que l'identité et la fonctionnalité programmatiques de la IV s'affaiblissent : c'est bien là la contradiction réelle.

Avec une partie importante de nos partenaires, nos références programmatiques fortes n'ont plus qu'une portée relative :

● Révolution politique ? Ils nous répondront qu'ils sont pour le renversement du Mur de Berlin, contre la bureaucratie, pour le pluripartisme et le pluralisme, pour l'indépendance des syndicats par rapport à l'État. Que tout cela est utile. Mais que les questions posées pratiquement aujourd'hui à l'Est ne sont plus une profession de foi antibureaucratique, mais : quel rapport marché/plan/autogestion ? Quelle attitude face aux projets libéraux, face

à la question nationale ? Quelle démocratie (parlementaire/directe, quel rapport entre les institutions démocratiques et l'économie) ? Nous avons sur cela des éléments de réponse, mais dans quelle mesure constituent-ils une délimitation programmatique historique entre courants fondamentaux du mouvement ouvrier.

● Révolution permanente ? Une bonne part (majorité ?) des participants à la conférence de Sao Paulo nous répondront qu'ils ont répudié depuis longtemps la théorie de la révolution par étapes (depuis l'Olas, *a fortiori* depuis le Nicaragua) et qu'ils ne croient pas à un rôle historique progressiste de leurs bourgeoisies nationales. Mais que le problème n'est pas exactement là à la lumière des expériences cubaine et nicaraguayenne, mais d'abord comment prendre le pouvoir (bilan des stratégies politico-militaires passées et présentes), et ensuite comment le garder sans être étranglé par la pression impérialiste (Nicaragua) ni tomber dans une nouvelle dépendance bureaucratique (Cuba) ?

Nous avons bien sûr toujours quelque chose à dire d'intelligent, parfois d'utile. Mais nous ne démontrons pas une supériorité convaincante dans la capacité à résoudre pratiquement les problèmes qui se posent. Exemple dans le Parti des travailleurs : nous avons gagné un prestige ou un respect indiscutable grâce à notre position traditionnellement antibureaucratique, de critique du «camp socialiste» (au moment où un congrès du PT en 1987 acclamait encore Honecker), par notre défense de la révolution cubaine en même temps que notre critique ouverte du monolithisme de sa direction... Mais nous n'en savons pas beaucoup plus que Lula et les autres courants sur que faire des municipalités pétistes, sur le rapport entre leur gestion

et un projet stratégique révolutionnaire pour le Brésil tel qu'il est, sur le rapport entre luttes urbaines et luttes rurales... Dans les pays capitalistes développés, le débat stratégique sur la prise du pouvoir en est resté aux termes des grandes expériences passées. Si nous n'avons pas de réponse toute faite, nous avons au moins des repères. Dans le tiers-monde il y a au contraire une expérience substantielle accumulée dans laquelle nous n'avons souvent pas de réponse alternative supérieure à celle de nos partenaires.

Plus fondamentalement encore, nous devons mesurer la portée de ce qui se passe. On pouvait imaginer ou espérer que la chute du stalinisme sonnerait l'heure glorieuse de l'Opposition de gauche et que le prolétariat mondial reconnaissant se tournerait naturellement vers les antistaliniens de la première heure. Comme un demi-siècle ne s'écoule pas en vain, ce n'est pas ce qui se passe. Des repères ont été effacés. Les dégâts sont plus considérables encore que Trotski ne pouvait l'imaginer. Son combat ni le nôtre ne sont inutiles. Mais l'Opposition de gauche n'est pas la référence naturelle d'un

mouvement ouvrier renaissant. Cela aurait pu être le cas en 38 ou en 45, pas en 90...

On aurait pu au moins espérer qu'en URSS, la renaissance du mouvement ouvrier se ferait au moins partiellement et confusément en référence fondatrice à la révolution d'Octobre, que des courants substantiels pourraient se poser le projet de revenir au parti de Lénine dans sa pluralité (néoboukhariniens, néotrots...). Ce n'est pas ce qui se passe. Pas de calage sur l'Opposition de gauche, pas non plus de calage sur Octobre. En même temps, si le programme est un chantier permanent, la défense des acquis antérieurs, et non leur liquidation, en constitue le soubassement nécessaire. Jeter du lest n'est pas une bonne méthode. Certaines références peuvent devenir insuffisantes, mais elles permettent de dialoguer avec le réel, de s'y orienter, alors que la méthode de la table rase entasse confusion sur confusion.

On remonte donc à des origines plus lointaines et plus floues. Marx, et encore ? Au-delà, le socialisme éthique et utopique des débuts ? Un parti ouvrier ou socialiste au sens large et

vague, à ceci près que nous sommes à la fin du siècle qui a connu le stalinisme, que si les grandes expériences du siècle ne sont plus considérées comme un acte de naissance (Octobre ! 1933 !), elles ne peuvent non plus être effacées. Croisement de continuité programmatique, de redéfinition, d'examen critique des sources, en rapport avec de nouvelles expériences fondatrices à venir : nous en sommes *grosso modo* là.

D'où le défi : être capables :

- de ne pas rester à l'écart de ces expériences, de nous engager dans la vague quand nous la jugeons féconde ;
- de ne pas nous y noyer, grâce à la continuité de certains acquis et au courage de les remettre en cause, mais méthodiquement, pas par liquidation sans examen, de les renouveler à la lumière de nouvelles expériences.

Cela prend du temps et pourtant le temps presse. Il n'y a d'autre choix que d'assumer et de contrôler cette contradiction.

Critique communiste, XIII^e congrès mondial, bulletin de débat n° 3, 1990